



HOTSPOT LEPIDA

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Europe

CAMILLE MARTEL

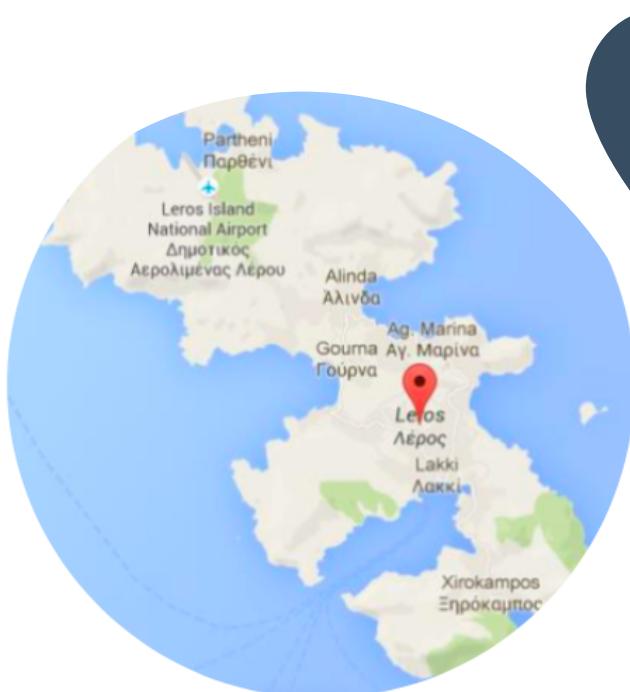




HOTSPOT DE LEPIDA, ÎLE DE LEROS

LOCALISATION DU CAMP	03
CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP	04
Contexte de la création des camps	04
Population accueillie	05
LE ROLE DE L'ÉTAT HÔTE	06
LA GESTION DU CAMP	07
Les gestionnaires du camp	08
LES SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP	09
PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉFUGIÉS	12
Accès à la protection internationale	12
Hébergement et situation sécuritaire	14
Mouvements de contestation	14
Identification et situation des personnes vulnérables	15
Problème de santé des jeunes enfants	15

Localisation du Hotspot LEPIDA



LATITUDE: 37.1563, LONGITUDE: 26.8516
37° 9' 23" NORD, 26° 51' 6" EST



Le hotspot (1) Lepida est situé à quelques kilomètres de la ville de Lakki, sur l'île de Leros. De nombreux hôpitaux psychiatriques, aujourd'hui à l'abandon, y ont été construits et, pendant le régime colonial (1967 - 1974), les opposants politiques y étaient enfermés (2). En 2016, **c'est dans la cour d'un hôpital désaffecté que sont installés des préfabriqués destinés à accueillir les demandeurs d'asile arrivant par bateau sur les îles grecques (3).**

Leros se trouve à 35 km de distance des côtes turques, dans l'archipel du Dodécanèse, en mer Égée. Au cours de l'année 2015, la population de personnes réfugiées y augmente rapidement : en novembre 2015, quelques 3 400 réfugié-e-s y vivent (4). **Leros étant une petite île de 8000 habitant-e-s**, les infrastructures publiques (hôpitaux, centres d'accueil ou services d'asile) nécessaires à l'accueil de cette population retenue sur l'île par la politique migratoire grecque ne sont pas disponibles (5).



CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

En mars 2016, sans que les associations locales ne soient consultées ou informées, selon le journal autrichien Der Standard (6), **le hotspot Lepida est créé**. Il peut accueillir 860 personnes (7). Les services grecs d'asile y mettent en place un bureau régional. L'accord de l'Union Européenne avec la Turquie fait drastiquement diminuer le nombre de réfugié.e.s arrivant sur les îles grecques : "**30 000 au cours de l'année 2017 contre 173 450 en 2016**" (8).



**2376 PERSONNES
VIVENT DANS LE
HOTSPOT LEPIDA**

50%



27%



Les personnes arrivant à Leros et souhaitant **demandeur l'asile en Europe ne peuvent continuer leur chemin avant que leur demande d'asile soit examinée** : selon la déclaration UE-Turquie, elles doivent donc rester dans les îles grecques avant d'accéder à la Grèce continentale, pourvu que leur demande soit acceptée ou du moins déclarée admissible (9).

En juin 2016, 300 personnes en demande d'asile vivent dans le hotspot (10). L'île de Leros se fait alors connaître comme un "havre de paix pour les réfugiés" (11) : la communauté de l'île étant très solidaire, les réfugié-e-s ont moins de difficultés d'intégration que sur Lesbos, par exemple, et ils sont soutenus par des ONG telles que **ECHO100+** ou encore le **Leros Solidarity Network**, association humanitaire locale et très active (12). En septembre 2019, 1 330 personnes vivent à Lepida, et au 1er novembre, la population du RIC a augmenté d'un millier (2 253 personnes).(13).

Ces chiffres comprennent les personnes vivant dans les bâtiments préfabriqués du hotspot (dont les capacités sont saturées) mais également les personnes installées dans l'hôpital psychiatrique abandonné ainsi que dans des tentes, sur la plage juxtaposée au hotspot (14).

Au 1er février 2020, il est estimé que 2 376 réfugié.e.s vivent dans le RIC de Leros, Lepida (15).

Selon le HCR et les acteurs locaux, ces personnes viennent principalement de **Syrie, d'Afghanistan, d'Iraq, de RDC et de Palestine**. En septembre 2018, la moitié des personnes résidant dans le RIC étaient de nationalité Syrienne et quasiment un tiers (27%) venaient d'Irak. 56% des résident.e.s étaient des hommes, 21% des femmes, et 23% des enfants (16).

(6) DIXON, DARIA. "HOTSPOTS IN LEROS: WIR LEISTEN DIE GANZE ARBEIT". DERSTANDARD.AT, 7 MARS 2016.
(7) "NATIONAL SITUATIONAL PICTURE REGARDING THE ISLANDS AT EASTERN AEGAN SEA (1/2/20)" INFO.CRISIS.GOV.FR. SUR LE SITE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL GREC POUR L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION SONT RÉGULIÈREMENT ACTUALISÉES LES DONNÉES CONCERNANT LE NOMBRE DE RÉSIDENTS VIVANT DANS LES ÎLES DE LA MER ÉGÉE.

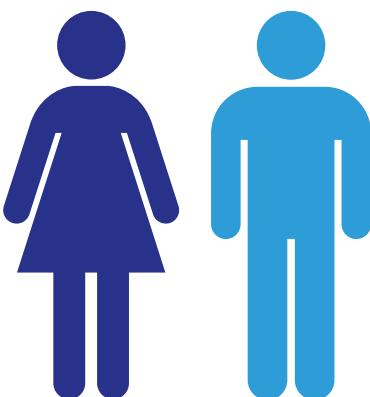
(8) "PENDANT CE TEMPS, DANS LES HOTSPOTS GRECS", PLEIN DROIT (117-2), 2018, PP. 1-2.
(9) GREEK COUNCIL FOR REFUGEES, "FAST-TRACK BORDER PROCEDURE (EASTERN AEGAN ISLANDS)" ASYLUMINEUROPE.ORG.
(10) DE CAMBONNE, LAURENCE. "A LEROS, UN AN AVEC LES MIGRANTS" LEMONDE.FR, 9 JUIN 2016.
(11) LEHMAN, MICHAEL. "WORLD IN PROGRESS: LEROS — A REFUGEE HAVEN WITH A DIFFERENCE" DW.COM, JUILLET 2019.
(12) IDEM
(13) "NATIONAL SITUATIONAL PICTURE REGARDING THE ISLANDS AT EASTERN AEGAN SEA (1/11/19)" INFO.CRISIS.GOV.FR.
(14) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
(15) NATIONAL SITUATIONAL PICTURE REGARDING THE ISLANDS AT EASTERN AEGAN SEA (1/2/20)" INFO.CRISIS.GOV.FR.
(16) UNHCR. "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".

LA POPULATION ACCUEILLIE

2376

nombre de personnes estimées dans le hotspot Lepida

21%



56%



23% sont des enfants de 0 à 18 ans



77% sont des adultes

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

GESTION DU CAMP

En Grèce, la mise en place du **premier centre d'accueil** a précédé l'approche des hotspots. Le premier centre a en effet été créé à Evros, en 2013. La création de celui de Leros fût permise par l'arrêté interministériel 2969/2015 de décembre 2015 (17).

En 2016, l'approche des hotspots, développée par la Commission Européenne, vise à permettre aux agences européennes de travailler aux côtés des autorités grecques. Suite aux accords du 18 mars 2016, la loi grecque L 4375/2016 permet la mise en place des RIC, les **Centres de Réception et d'Identification**. Cette loi statue sur le fonctionnement des hotspots, et met notamment en place les conditions pour une pratique de détention systématique des demandeur-se-s d'asile : **les personnes arrivant doivent rester trois jours à l'intérieur du RIC, et cette durée peut être étendue jusqu'à 25 jours si la procédure d'identification n'a pas abouti**. Cette pratique, mise en oeuvre à Lepida, ne l'est pas forcément dans les autres hotspots.(18).

À différents niveaux, dans le hotspot, les autorités grecques collaborent avec les agences européennes. Par exemple, la police hellénique est responsable de l'identification et de la vérification des nationalités des personnes arrivantes, compétence partagée avec Frontex (19).

L'accès au hotspot est contrôlé par la **police grecque**, ainsi que par le **RIS**. Les visiteur-se-s et journalistes ne sont pas, de manière générale, autorisé-e-s à l'intérieur du camp.(20)

RESTRICTIONS TERRITORIALES : LA POLITIQUE DE CONTAINMENT DES ÎLES GRECQUES

Le gouvernement grec ne semble pas reculer dans son positionnement, qui consiste à contenir les arrivées de personnes migrantes aux îles grecques. Les arrangements qui sont pris cherchent davantage à **répartir les demandeur-se-s d'asile entre les îles** qu'à les désobstruer. C'est en effet suite aux **arrivées massives à Samos depuis avril 2019 que le hotspot Lepida a commencé à être surpeuplé** (21).

Cette situation excède les maires des îles : en 2017, les maires des îles d'Egée ont défilé à Athènes pour demander la décongestion de leurs villes, et certains maires, comme celui de Leros, en viennent à **bloquer les arrivées par bateau** (22).

Le gouvernement grec continue cependant à **restreindre la circulation des demandeur-se-s d'asile aux îles par lesquelles ils et elles arrivent. Alors que le Conseil d'Etat décide, le 17 avril 2018, d'abolir les restrictions géographiques imposées aux demandeur-se-s d'asile** sur les îles grecques, le gouvernement grec publie rapidement (le 20 avril) un décret remettant en place cette restriction (23).

Les restrictions géographiques imposées aux demandeur-se-s d'asile (il est illégal de partir d'une île tant que la demande d'asile n'a pas été traitée) sont **dénoncées massivement par les associations**, mais également par **la Commission Nationale pour les Droits Humains grecque** (octobre 2018), ainsi que par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, qui y voit une pratique incompatible avec les droits fondamentaux (février 2019) (24).

(17) KONSTANTINOU A., GEORGOPOULOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES. (PAGE 31)

(18) IDEM (PAGE 31-32)

(19) IDEM (PAGE 36)

(20) LEHMAN, MICHAEL, "WORLD IN PROGRESS: LEROS — A REFUGEE HAVEN WITH A DIFFERENCE" DW.COM, JUILLET 2019. KONSTANTINOU A., GEORGOPOULOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES. (PAGE 31)

(21) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.

(22) "PENDANT CE TEMPS, DANS LES HOTSPOTS GRECS", PLEIN DROIT (117-2), 2018, PP. 1-2

(23) IDEM

(24) KONSTANTINOU A., GEORGOPULOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES. (PAGES 35-36)

LA GESTION DU CAMP



Le Service de Réception et d'Identification (RIS) est une agence grecque autonome qui fonctionne sous la supervision du Ministère grec de la Protection du Citoyen. Elle a été créée par la loi 4375/2016, dans le but de prendre en charge la réception des ressortissant.e.s de pays tiers traversant la frontière grecque sans les documents légaux adéquats.(25)



L'armée grecque assure l'organisation technique du hotspot (26) et la Police hellénique contrôle l'accès au camp, en partenariat avec le RIS.



Le HCR dispose d'une unité de terrain à Leros (27).



Le Bureau Européen d'Appui en matière d'Asile (EASO) travaille dans le hotspot de Lepida. Depuis avril 2016, dans un contexte d'exception, les membres de l'EASO peuvent mener des entretiens avec les demandeur.se.s d'asile, afin de transmettre un avis au Bureau grec de l'asile (28).



Le Bureau régional d'asile grec conduit des entretiens de demande d'asile. Il a été mis en place à Leros lors de la création du hotspot et 3 personnes y travaillent de façon permanente. À la fin de l'année 2018, 10 personnes y travaillent également de façon temporaire (29).



L'Organisation Internationale pour les Migration (OIM) assure dans le hotspot son programme de retour volontaire. Ses agents proposent également des financements de "réintégration", principalement sous forme de chèques (Assisted Voluntary Return and Reintegration, AVRR) (30).

METAdrasi est une ONG qui collabore avec le HCR et ses conseiller-ère-s juridiques, afin de leur proposer des services d'interprétariat. Des juristes de l'ONG sont également déployés pour apporter du soutien juridique (gratuit) à certain-e-s demandeur-se-s d'asile (31).



En 2015, l'association apporte des produits de première nécessité aux personnes arrivant à Leros et organise leur accueil. En juillet 2016, elle ouvre un centre d'hébergement pour les personnes vulnérables (familles, femmes avec très jeunes enfants et personnes âgées), le bâtiment PIKPA, à présent administré par le RIS (il peut accueillir 120 personnes).(32)



ECHO100+ est une ONG autrichienne créée en 2012, qui tient un "Hub" (un centre éducatif) où les réfugié.e.s de plus de 18 ans peuvent suivre différents cours. L'ONG dispose d'un van qui est utilisé pour transporter les réfugié.e.s du hotspot au Hub, mais aussi à d'autres endroits de l'île (33).



L'ARsis est une ONG grecque, qui assure le fonctionnement de LEDU, un centre éducatif destiné aux réfugié-e-s de 6 à 18 ans présent-e-s sur l'île, et qui accueille notamment certains enfants vivant dans le hotspot.(34)

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

MISE À L'ABRI, MODALITÉS D'ACCUEIL ET SALUBRITÉ DU CAMP

La capacité du hotspot - 860 - désigne le nombre de places disponibles dans les 103 **préfabriqués**. Ces préfabriqués disposent pour la grande majorité - 100 - de chauffage et/ou de ventilation. Les personnes qui habitent dans les préfabriqués ont accès à l'eau potable et à l'eau chaude (35). Les préfabriqués sont à ce jour **surpeuplés**, et les produits de première nécessité, les couvertures, les sacs de couchage ne sont pas suffisants pour le nombre de personnes vivant dans le hotspot (36).

Au total, 2 253 personnes sont comptabilisées comme vivant dans le RIC de Lepida.

Puisque la population du hotspot dépasse largement sa capacité d'accueil, des personnes se sont également installées autour des préfabriqués : dans des tentes sur la plage près du hotspot, et dans l'hôpital désaffecté qui se situe juste à côté.

Ces personnes n'ont alors accès ni à l'électricité, ni aux installations d'eau courante et d'eau chaude. Il n'y a pas de douches communales dans le hotspot, car elles se situent à l'intérieur des préfabriqués.(37).



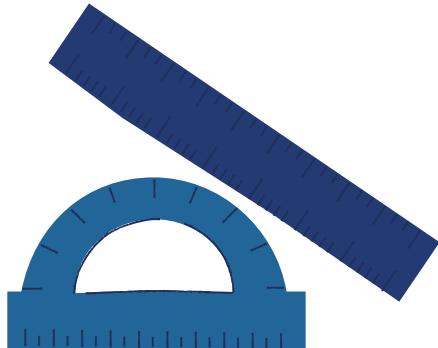
Le HCR souligne que le terrain du hotspot est sujet aux inondations, et présente un risque d'incendie (38) et l'hôpital abandonné qui, en tant que bâtiment désaffecté, présente de nombreux risques et "ne convient pas à l'habitat". (39)

Selon le profil de Lepida établi par le HCR en 2018, **il n'y a dans le hotspot ni laveries, ni système de nettoyage des espaces douche, ni système de traitement des déchets.**

L'absence de traitement des déchets a notamment été soulignée par le maire de Leros, Michalis Kolia, alors qu'il dénonçait le manque de personnel sur l'île, en novembre 2019. (40). La surpopulation du hotspot et le fait que de nombreuses personnes ne puissent être logées dans les préfabriqués causent de nombreux problèmes d'hygiène.

De plus, **le nombre de kits d'hygiène disponibles et distribués est insuffisant** (41).

(35) UNHCR. "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".
 (36) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (37) IDEM / UNHCR. "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".
 (38) UNHCR. "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".
 (39) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (40) "ΛΕΡΟΣ ΣΚΑΙΩΣΑΝ ΤΟ ΛΙΜΑΝΙ ΓΙΑ ΤΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΜΕΤΑΝΑΣΤΩΝ - ΠΗΓΑΝ ΤΕΛΙΚΑ ΣΤΗΝ ΚΩ" LIBERAL.GR, 1ER NOVEMBRE 2019.
 (41) UNHCR. "FACT SHEET : GREECE" 1-30 JUIN 2018.



ACCÈS À L'ÉDUCATION

Au sein même du hotspot, seule une salle de classe peut accueillir du public. Initialement utilisée en tant que garderie pour les enfants de 0 à 6 ans, elle n'est, en novembre 2019, plus fonctionnelle(42).

Pour les enfants de 6 à 18 ans et pour les plus de 18 ans vivant dans le hotspot, deux associations ont des locaux externes au camp et proposent aux demandeur-se-s d'asile des cours et des animations.

Toutefois, ces associations peuvent accueillir un nombre limité de personnes : **face à la population grandissante du hotspot, elles ne peuvent accepter toutes les demandes d'inscription**(43).

Certains enfants sont inscrits dans un cursus scolaire grec formel. Cela concerne une petite partie des enfants réfugiés vivant à Lepida qui était inférieur à 25% en septembre 2 018 (44)

ECHO HUB

Le HUB de l'association ECHO 100+ est un lieu de formation et d'activités pour **les réfugié-e-s majeurs**. Dans ce lieu sont dispensés des cours de français, d'anglais, de grec, mais aussi de musique, de poésie, de sport, ainsi que des formations à visée d'insertion socio-professionnelle telle que des ateliers CV.(47)

LEDU (Leros Education Center)

Inauguré le 17 novembre 2016, ce centre éducatif informel a été créé par le HCR et l'ONG Save the Children(45). Aujourd'hui, l'association ARSIS assure son fonctionnement, et la Commission européenne participe à son financement. **LEDU dispose d'une salle de 80 places, ce qui permet à 150 enfants d'être inscrits** : ils sont répartis par groupe d'âge et alternent leur présence de 9h à 14h.

Le but de ce centre est d'empêcher les interruptions d'éducation, et, pour les enfants, d'avoir un premier contact avec le système éducatif grec. Les jeunes peuvent y bénéficier de cours d'anglais, de grec, mais aussi d'ateliers artistiques et informatiques.

Dans ce centre, les enfants réfugiés inscrits dans les écoles grecques de l'île peuvent aussi recevoir de l'aide aux devoirs.

Désormais, selon la coordinatrice Anna Maria Palyvou, "**LEDU fait partie de la communauté éducative de l'île**". Le centre organise notamment des activités avec les écoles publiques de Leros.(46)

(42) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (43) GURSOY, DEFNE. "UNE JOURNÉE DANS LA VIE D'UN RÉFUGIÉ" BLOGS.MEDIAPART.FR, 22 MAI 2019.
 (44) KONSTANTINOU A., GEORGOPOLOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES. (PAGE 137)
 (45) GURSOY, DEFNE. "A LEROS, UNE ÉCOLE PAS COMME LES AUTRES..." BLOGS.MEDIAPART.FR, 7 AVRIL 2017.
 (46) PAZIANOU, ANTHI. "REFUGEE STUDENT TEACHES GREEK THROUGH SOCIAL MEDIA" UNHCR.ORG, 13 JUIN 2019.
 (47) GURSOY, DEFNE. "LES RÉFUGIÉS DE LEROS FONT LEUR CINÉMA" BLOGS.MEDIAPART.FR, 14 FÉVRIER 2018

L'ACCÈS À LA SANTÉ



Par ailleurs, l'accès aux soins des demandeur-se-s d'asile dans le système public grec a été **restreint** au cours des dernières années. **Selon le droit grec, les demandeurs d'asile peuvent bénéficier d'un accès gratuit aux soins qui leur sont nécessaires** (L 4368/2016) (50).

Mais en pratique, les soins sont souvent refusés aux demandeur-se-s d'asile à Leros car ils et elles ne possèdent pas **d'AMKA**, le numéro de sécurité social grec. En juin 2019, la circulaire permettant l'octroi systématique d'un AMKA aux demandeur-se-s d'asile a été révoquée (51).

Les possibilités d'accès aux soins à l'intérieur du RIC sont limitées. Une équipe de soignant-e-s constituée de quatre infirmier-ère-s, d'une sage-femme, d'un-e assistant-e social-e et de quatre psychologues du NPHO (Organisation nationale grecque de santé publique) est présente dans le RIC (48). Les médicaments rendus accessibles aux demandeur-se-s d'asile ne semblent pas être suffisants face aux demandes (49).

De plus, selon un rapport de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil d'Europe, Dunja Mijatovic, le système de santé public grec, suite aux nombreuses mesures d'austérité, est "**sous une grande pression**" et "*n'est pas en capacité de répondre aux besoins de la population locale, ni des migrants*" (52).

À Leros, par exemple, l'accès aux soins d'urgence est notamment perturbé par **le manque de disponibilité d'ambulances** : les demandeur-se-s d'asile doivent parfois se rendre à l'hôpital en taxi (53).

A ces problèmes d'effectifs et de moyens se rajoute, pour les demandeur-se-s d'asile, **la question de la langue** : sur l'île, il n'y a pas nécessairement d'interprètes dans les hôpitaux publics.

L'ONG METAdrasi propose des services d'interprétariat afin de pouvoir accéder au système de soin, mais elle n'est pas en mesure de satisfaire toutes les demandes.

L'ACCÈS À LA NOURRITURE

Dans le hotspot, il n'y a pas d'endroit partagé ou individuel où les personnes peuvent cuisiner leurs repas. **La nourriture est distribuée sous forme de repas préparés** (54). En septembre 2018, les distributions de repas préparés ont lieu trois fois par jour, et sont organisées par les autorités grecques (55).



(48) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (49) "ΛΕΡΟΣ, ΕΝΑ ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΠΡΟΣΦΥΓΙΚΟΥ ΚΑΤΑΥΓΙΣΜΟΥ", TVXS.GR, 26 JUIN 2019.
 (50) "HEALTHCARE - GREECE", ASYLUMINEUROPE.ORG.
 (51) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (52) MIJATOVIC, DUNJA (COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME), "REPORT OF THE HUMAN RIGHTS COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS OF THE COUNCIL OF EUROPE" COMMDH(2018) 24, 6 NOVEMBRE 2018. (53) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (54) UNHCR. "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".
 (55) IDEM

ÉTUDIER LES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

ACCÈS À LA PROTECTION INTERNATIONALE

La question de l'accès à l'asile est une question fondamentale liée à l'approche des hotspots choisie par l'Union Européenne. En effet, **la procédure d'obtention d'un statut de protection internationale se veut, dans les RIC, différente de celle appliquée par les États membres sur leur territoire continental.**



UNE PROCÉDURE D'ASILE ACCÉLÉRÉE

RÉSIDER SUR LE TERRAIN DU RIC PENDANT UNE PÉRIODE
OÙ LEURS DONNÉES SONT ENREGISTRÉES ET VÉRIFIÉES
(56)

Cette procédure, voulue comme une exception mais **appliquée massivement dans les hotspots des îles grecques**, est prévue dans le droit grec, à l'article 60(4) de la loi 4375/2016. Selon ce dernier, la procédure doit être réalisée dans de courts délais (deux semaines maximum) (57), or **ces délais s'appliquent principalement à l'encontre des demandeur-se-s d'asile**. Par exemple, si le ou la demandeur-se d'asile dispose de 5 jours pour faire appel à la décision (contre 30 jours dans la procédure normale), et si le comité d'appel dispose de 3 jours pour rendre sa décision, les délais sont bien souvent plus longs pour le comité. (58)

Par ailleurs, les demandes d'asile sont examinées différemment selon les pays d'origine et le taux de reconnaissance du statut de réfugié pour les ressortissants de ce pays. **Selon le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des migrants, cette procédure va à l'encontre des garanties de "due process"** (59). La pratique de différenciation entre demandeur-se-s d'asile selon leur pays d'origine est également considérée par certaines organisations comme en **Violation du principe de non-discrimination inscrit dans l'article 3 de la Convention de Genève de 1951** (60). En 2018, près de la moitié (49%) des résident-e-s du RIC de Lepida étaient originaires de Syrie. Leurs demandes sont ainsi examinées sur la base du concept de pays tiers sûr (61).

Les effectifs des autorités chargées d'examiner les demandes d'asile ne permettent pas de traiter les demandes d'asile dans les délais visés par la procédure. En **raison du manque d'effectif administratif**, les entretiens sont programmés après une longue période d'attente. Le rapport de l'AIDA (Asylum Information Database), base de données du European Council on Refugees and Exiles, sur la Grèce, dernièrement mis à jour en mars 2019, expose le cas d'une famille de 6 personnes dont la présence avait été enregistrée en Mars 2019 à Leros, et dont la date d'entretien est programmée en Juillet 2021.(62)

De plus, selon **le Greek Council of Refugees**, les bureaux où se tiennent les entretiens de demandes d'asile ne permettent pas la confidentialité nécessaire à cette procédure (63). L'accompagnement et l'aide juridique des demandeur-se-s d'asile sont, par ailleurs, lacunaires. Depuis septembre 2016, les demandeur-se-s d'asile sont censés pouvoir bénéficier d'aide juridique lors de la procédure d'appel. **Un programme national d'aide juridique a ainsi démarré en septembre 2017.** Or depuis cette date, il n'y a pas d'avocat-e-s présent-e-s sur l'île de Leros pouvant assurer cette fonction. Depuis mars 2019, trois postes d'avocat-e destinés à apporter une aide juridique gratuite en procédure d'appel sont à pourvoir à Leros. Seuls deux avocat-e-s étaient présent-e-s en fin 2019, et ils et elles faisaient partie d'ONGs (64)



PHOTO : AFP / ANGELOS TZORTZINIS

HÉBERGEMENT ET SITUATION SÉCURITAIRE

L'hébergement, insuffisant pour la population vivant dans le RIC, peut être considéré comme défaillant. La situation sécuritaire du camp est menacée par des conditions météorologiques : le HCR estime que le RIC est soumis à des risques d'incendie, et d'inondations. (65)

Or il est important de souligner que **le droit grec ne prévoit pas de mécanisme qui permettrait de contester les conditions d'accueil des demandeur-se-s d'asile.**

L'article 17 de la loi 4540/2018 affirme que les conditions de réception matérielle de ces personnes doivent respecter un standard adéquat, assurer la dignité humaine des personnes et leur subsistance. Toutefois cette loi ne prévoit pas **de mécanisme de surveillance concernant le respect de cet article**, contrairement à ce que prévoit la Directive 2013/33/UE (dite Directive "Accueil") dans son article 28 : il n'y a notamment pas de possibilité légalement établie de porter plainte contre des conditions d'hébergement défaillantes (66).

MOUVEMENTS DE CONTESTATION

Le hotspot Lepida a connu **peu de mouvements de contestation interne**. En juillet 2016, une **manifestation** avait été organisée par les demandeur-se-s d'asile du RIC, dans le but d'accélérer les délais de traitement des demandes d'asile (67). À cette période ont commencé à naître des tensions entre locaux et bénévoles : des bénévoles d'organisations internationales ont rapporté avoir reçu des **menaces**, provenant de **groupes locaux d'extrême droite** (68).

Plus récemment, les mouvements de contestation semblent émaner des **résident-e-s grec-que-s de l'île**.

Début novembre, l'arrivée d'un bateau transportant 40 personnes provenant de l'île de Symi a été bloquée, sur l'initiative du **Maire Michalis Kolia**s (69). Celui-ci a utilisé cette occasion pour protester contre le **surpeuplement** du hotspot et le manque d'effectifs disponibles.



PHOTO : RCA

(65) UNHCR, "SITE PROFILES : AUGUST-SEPTEMBER 2018".

(66) KONSTANTINOU A., GEORGOPOLOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES. (P126)

(67) "GREECE'S ISLAND REFUGEE CAMPS STRAIN UNDER EU-TURKEY DEAL DEADLOCK", FT.COM, 14 JUILLET 2016.

(68) STRICKLAND, PATRICK. "VOLUNTEERS LEAVE GREEK ISLAND AFTER ATTACKS ON REFUGEES" ALJAZEERA.COM, 10 JUILLET 2016.

(69) "LEROS RESIDENTS BLOCK BOAT CARRYING REFUGEES" THENATIONALHERALD.COM, 1ER NOVEMBRE 2019.

IDENTIFICATION ET SITUATION DES PERSONNES VULNÉRABLES

A Leros, comme sur les autres îles de la mer Egée, **le système d'identification des personnes vulnérables est défaillant** (70). En 2018, le HCR soulignait que l'identification des personnes présentant des besoins spécifiques était très **limitée**, sur des îles telles que Leros ou Kos (71). À la fin de l'année 2018, à Leros, **l'attente avant la reconnaissance de la vulnérabilité d'une personne durait environ quatre mois** (72). La vulnérabilité d'une personne peut être évaluée par des expert-e-s de la vulnérabilité de l'EASO (en 2018, il y en avait deux à Leros) (73), ou bien par un-e médecin spécialisé du NPHO. Or le médecin qui avait cette responsabilité à Leros a démissionné, et n'a à ce jour pas été remplacé. Depuis, les cas de personnes attendant une évaluation de leur vulnérabilité s'accumulent.(74)

Certaines familles ont reçu l'autorisation, après 25 jours dans le hotspot, de vivre à **PIKPA**, un ancien hôpital réaménagé qui accueille des personnes vulnérables. Selon Matina **Katsiveli**, membre pilier du **Leros Solidarity Network**, qui a mené le projet de PIKPA, dans ce lieu, les familles peuvent recevoir des conseils et disposent "**d'espaces de jeux à l'intérieur et à l'extérieur, de provisions de lait et de nourriture pour bébé — qui ne sont pas disponibles dans le hotspot**".(75)

Par ailleurs, **une cinquantaine de mineur-e-s isolé-e-s vivent actuellement dans le hotspot, avec le reste de la population**. L'OIM a pour projet de mettre en place des logements séparés ainsi qu'une entrée différenciée du reste du hotspot (76).



PROBLÈMES DE SANTÉ DES JEUNES ENFANTS

Les jeunes enfants présents dans le RIC sont particulièrement vulnérables aux mauvaises conditions d'hygiène liées à la surpopulation du camp, ainsi qu'aux intempéries. Ainsi, une pédiatre travaillant au RIC témoignait de graves problèmes de santé chez les enfants : "Tous les enfants du hotspot, en particulier les sans-abris, sont pleins de piqûres de puces - comme s'ils avaient une variole (...). Presque tous les enfants ont des douleurs abdominales et de la diarrhée, beaucoup ont des crises d'asthmes." (77)

Les enfants souffriraient également de problèmes dermatologiques, et de cauchemars. Les diarrhées des très jeunes enfants peuvent notamment s'expliquer par le fait que l'armée ne donne du lait maternisé que pour les enfants de moins de 6 mois. Les bébés de 7, 8, 9 mois reçoivent ainsi du lait normal.(78)

La protection du droit de l'enfant à jouir du meilleur état de santé possible semble ainsi compromise.

(70) UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY "REPORT OF THE SPECIAL RAPPORTEUR ON THE HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS ON HIS MISSION TO GREECE" 24 AVRIL 2017.
 (71) UNHCR, "FACT SHEET : GREECE AEGAN ISLANDS" 1-30 JUIN 2018.
 (72) KONSTANTINOU A., GEORGOPOLLOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES, (P.88)
 (73) KONSTANTINOU A., GEORGOPOLLOU, A. "COUNTRY REPORT : GREECE, 2018 UPDATE", EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES, (P.90)
 (74) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (75) "GREECE PUSH ON MIGRATION 'HOTSPOTS' BEARS FRUIT ON LEROS", FT.COM, 14 FÉVRIER 2016.
 (76) REFUGEE SUPPORT AEGAN "REFUGEES TRAPPED ON LEROS : AN EXCEPTIONALLY RISKY SITUATION" RSAEGAN.ORG, 13 NOVEMBRE 2019.
 (77) ΛΕΡΟΣ, ΕΝΑ ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΠΡΟΣΦΥΓΙΚΟΥ ΚΑΤΑΥΛΙΣΜΟΥ", TVX.GR, 26 JUIN 2019.
 (78) IDEM